



Réformer sous tension : l'expérience Milei et ses leçons pour la France.

L'élection de Javier Milei en Novembre 2023 n'a pas uniquement illustré un changement de politique, elle a aussi engendré un changement radical de méthode. Plutôt que de s'inscrire dans les cadres institutionnels, le nouveau président a délibérément opté pour une remise en cause du système, justifié par l'urgence de la situation économique.



L'élection de Javier Milei¹ à la présidence argentine fin 2023¹ a marqué une rupture inattendue dans un pays historiquement dominé par l'étatisme. Porté par une vision libertarienne radicale² (défense de la propriété privée, réduction drastique de pouvoir de l'État, discipline budgétaire, liberté entrepreneuriale) Milei a su proposer une alternative crédible face à l'effondrement du modèle péroniste.

Le plus surprenant réside dans le fait qu'en quelques mois, il a enclenché un retournement économique d'ampleur : le solde primaire, encore déficitaire à -2,8 % du PIB en 2023, a atteint un excédent de +2,5 % en 2024, puis +1,8 % en 2025, avant de se stabiliser autour de +3,7 % à moyen terme, selon les prévisions du FMI. L'inflation, qui culminait à 219,9 % en 2023, est tombée à 35,9 % en 2024, et devrait s'établir à 14,5 % en 2025, puis à 9,4 % en 2026, toujours selon le FMI. Une politique réformiste radicale, des décisions rapides, un discours clair ne masquant pas les difficultés de la reconstruction du pays sont constituent le vrai terreau de cette réussite. Au-delà des décisions prises, il y a une vraie méthode qui privilégie la rapidité et l'efficacité immédiate même si cela doit coûter au pays dans un premier temps.

Dans une France cherchant ses propres voies de réforme, l'expérience argentine pose une question brûlante : est-il encore possible, en particulier pour la France, de réformer par le haut — avec clarté idéologique, autorité politique, en assumant un coût social ? Avec une dépense publique qui atteint en 2023³ selon le FMI 58,3 % du PIB (contre 48,38 % en Allemagne, 47,49 % en Suède et 43,2 % aux Pays-Bas), un déficit structurel constant (-5,5% en 2025), et une dette publique dépassant les 113,9 % du PIB à la fin du premier trimestre 2025, la France se distingue moins par son efficacité que par la persistance de son modèle de redistribution centralisé.

¹ Javier Milei a remporté l'élection présidentielle lors du second tour du 19 novembre 2023, face à Sergio Massa, avec environ 56 % des voix contre 44 %. Il a été investi officiellement le 10 décembre 2023, jour de sa prise de fonction présidentielle à Buenos Aires

² La vision libertarienne de Javier Milei s'inspire, comme il le revendique lui-même, d'économistes majeures comme Milton Friedman, Ludwig von Mises, Hans-Hermann Hoppe ou encore Murray Rothbard. Toutefois, contrairement à une veine plus progressiste du libertarianisme (axée sur les droits civiques, le cosmopolitisme ou la libéralisation sociétale), Milei s'inscrit davantage dans la tradition des libertariens conservateurs. Celle-ci défend une société libre fondée non seulement sur la propriété privée et la responsabilité individuelle, mais aussi sur des valeurs d'ordre, de hiérarchie sociale spontanée, et de préservation des institutions traditionnelles. Il partage ainsi, avec Hoppe notamment, l'idée que la liberté se déploie pleinement dans un cadre culturel cohérent, enraciné, et non dans le relativisme postmoderne.

³ Dernière donnée officielle du FMI référencées.



Depuis 40 ans, aucune réforme structurelle d'ampleur n'a véritablement modifié l'architecture de l'État-providence français⁴. Loin d'une libéralisation assumée, le pays reste dominé par une logique de contrôle et de subvention⁵. Pendant que d'autres pays testent des modèles alternatifs (retraites par capitalisation en Suède, autonomie locale en Suisse, compétitivité fiscale en Irlande) la France continue de débattre pour savoir s'il faut supprimer un ou deux points de cotisation, un ou deux jours de congés... ou taxer davantage les "superprofits". Face à un débat public confus, où le mot "libéralisme" est souvent vidé de son contenu, et assez régulièrement diabolisé — réduit à une posture ou à un outil de communication⁶ — nous analysons ici l'expérience argentine comme une tentative réelle de renouveau fondée sur une grille de lecture claire menée par un économiste inspiré de l'école autrichienne⁷. Contrairement à bien des responsables français qui "pratiquent" le libéralisme sans le comprendre, Javier Milei est un économiste averti, formé, cohérent, et surtout convaincu⁸. Nous tentons d'apporter ici une contribution originale à la littérature des think tanks français : non pas un plaidoyer incantatoire, mais une analyse de cas, contextualisée, et transposable.

⁴ Pierre Rosanvallon, dans son ouvrage *La crise de l'État-providence* (1981), identifie trois grandes crises qui minent le modèle social français : une crise d'efficacité (incapacité à répondre aux défis économiques contemporains), une crise de légitimité (déconnexion croissante entre citoyens et institutions), et une crise de finalité (perte du sens originel des politiques sociales). Or, depuis plusieurs décennies, aucune réforme n'est parvenue à dépasser ces impasses structurelles : la mécanique redistributive perdure, mais son socle intellectuel et institutionnel reste fragile.

⁵ Par exemple, fin 2022, en France, la fonction publique emploie 5,70 millions d'agents, soit un emploi sur cinq.

⁶ À rebours de cette approche doctrinale, la plupart des responsables politiques français qui se revendiquent du libéralisme l'abordent sous un angle avant tout pragmatique, voire opportuniste. Être « pro-entreprise » ou « favorable à l'innovation » est devenu un élément de langage plus qu'une véritable position intellectuelle. Le libéralisme est souvent réduit à un marketing politique, sans réelle compréhension des fondements économiques : rôle du marché comme processus de découverte, fonction de la concurrence, coordination par les prix, calcul économique, etc. Dans ce contexte, on parle plus de « start-up nation » que de Friedrich Hayek ou Ludwig von Mises.

⁷ L'économie autrichienne est une école de pensée libérale fondée sur l'individualisme méthodologique, la subjectivité de la valeur et la critique de l'intervention étatique. Pour une introduction accessible, voir Jesús Huerta de Soto, *L'École autrichienne*, Paris, 2019.

⁸ Javier Milei incarne une rare cohérence entre pensée, formation et action politique. Docteur en économie, il a enseigné pendant plus de quinze ans la microéconomie, la macroéconomie, la théorie monétaire et l'économie financière à l'Université de Buenos Aires et à l'UADE. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de vulgarisation à succès, comme *Liberté, liberté, liberté* (2019), *Pandemonics* (2020), ou encore *La voie libertarienne* (2022), dans lesquels il expose de manière pédagogique les fondements de l'école autrichienne, ses influences majeures (Mises, Rothbard, Friedman, Lucas), et sa critique radicale de l'interventionnisme étatique. Son engagement dépasse la théorie : il va jusqu'à nommer ses chiens Milton, Murray, Robert et Lucas, en hommage aux penseurs qui l'ont influencé. Là où de nombreux responsables politiques français abordent l'économie comme une technique ou un slogan, Milei en fait une doctrine de gouvernement nourrie d'une culture économique profonde.

L'objectif ? Reposer les fondements d'une audace libérale crédible — et surtout, intellectuellement armée.

I. Un postulat clair : Une stratégie de redressement libéral

L'élection de Javier Milei s'est traduite par une série de mesures rapides et ambitieuses destinées à redresser une économie en crise. Au-delà de l'homme, il s'agit clairement d'appliquer immédiatement un ensemble de décisions défendu clairement pendant la campagne.

A) Libération des forces du marché :

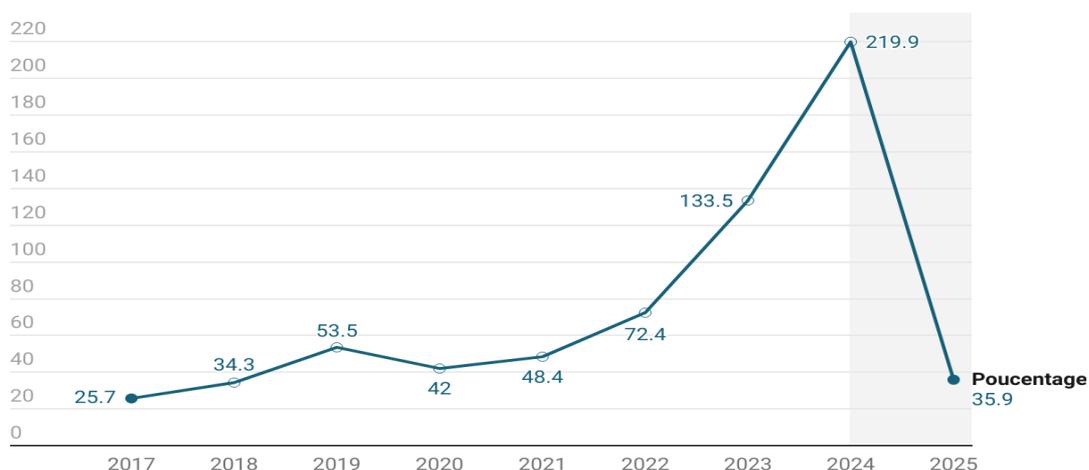
Au moins autant que les décisions concrètes, les symboles pèsent fort dans la politique de Milei : il supprime ainsi plus de 8 ministères sur 18 et de nombreuses agences, efface des centaines de régulations, et place l'équilibre budgétaire et monétaire au cœur de sa politique. La déréglementation vise à restaurer la compétitivité et l'investissement privé.

Ainsi les rétablissement des équilibres macroéconomiques sont prioritaires :

- Inflation encore élevée mais qui décélère (voir figure 1)

Taux d'inflation annuel en Argentine (2017–2025) : une spirale brisée ?

Entre 2017 et 2024, l'Argentine a connu une inflation galopante, culminant à près de 220 % en 2024, symptôme d'une économie rongée par les déficits chroniques, la création monétaire et le contrôle des prix. Face à cette spirale, les premières mesures du gouvernement Milei — recentrage budgétaire, arrêt du financement monétaire, réduction des subventions — ont permis une chute spectaculaire de l'inflation, tombée à 35,9 % en 2025. Ce retournement rapide, bien que partiel, envoie un signal fort : une politique libérale cohérente peut restaurer la stabilité macroéconomique, même après des années de dérive.



Source: IMF • Created with Datawrapper

- Baisse de la dépense de l'État et déficit budgétaire réduit rapidement, grâce à une austérité ciblée (voir figure 2) ;

Dépenses publiques en Argentine (2000–2025) : l'État hypertrophié en recul

La part des dépenses publiques dans le PIB argentin a connu une croissance continue entre 2003 et 2015, passant de 22 % à plus de 41 %, reflet d'un modèle économique centré sur l'intervention de l'État, les subventions massives et l'élargissement de l'administration. Ce niveau s'est maintenu au-delà de 40 % jusqu'à la crise de 2020, avant d'amorcer une décline progressive sous l'effet de l'ajustement budgétaire. En 2024, la dépense publique retombe à 31,4 % du PIB, puis à 33,7 % en 2025, marquant une inflexion significative sous l'impulsion de Javier Milei, qui entend recentrer l'État sur ses fonctions régaliennes et rétablir les équilibres fondamentaux.



Les données économiques présentées dans cette note sont principalement issues de la base de données du Fonds monétaire international (FMI), en particulier des éditions récentes de la World Economic Outlook Database. Lorsque les données du FMI s'arrêtaient en 2023, les prévisions pour 2024 et 2025 ont été complétées à partir des estimations disponibles sur Statista (Statistica.com). L'ensemble a été harmonisé pour assurer la cohérence des comparaisons pluriannuelles.

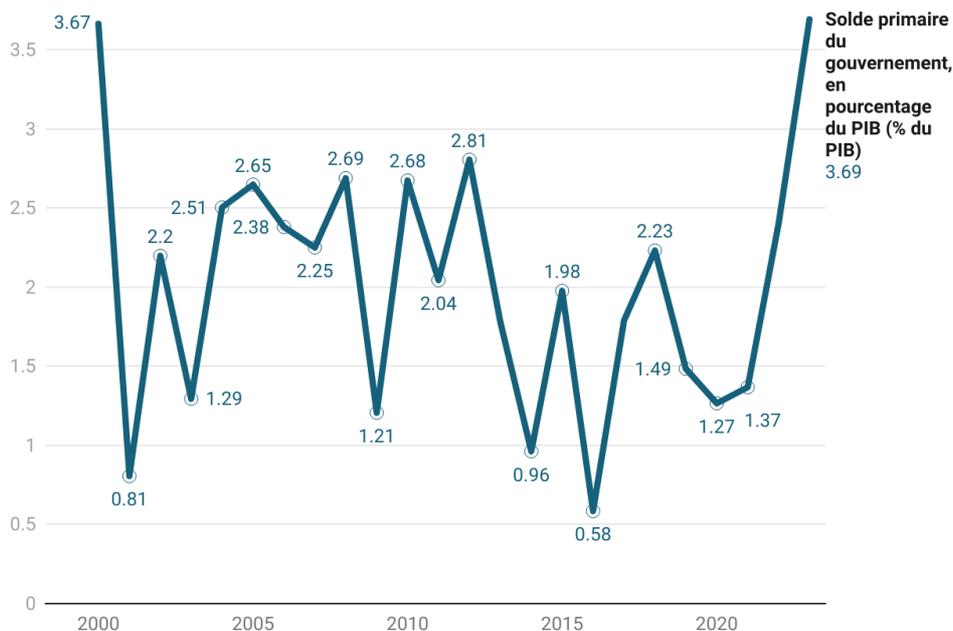
Source: IMF • Created with Datawrapper

- Réduction des subventions (énergie, transport), premier pas vers une économie soutenable ;
- Confiance accrue des investisseurs étrangers (voir figure 3)



Investissements directs étrangers en Argentine (2000–2024) : confiance fluctuante, regain récent

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) en Argentine ont connu de fortes variations depuis 2000, reflétant l'instabilité macroéconomique et institutionnelle du pays. Après un net recul au moment de la crise de 2001, les IDE se sont redressés dans les années 2005–2012, avant de refluer à nouveau sous l'effet des incertitudes politiques, du contrôle des capitaux et des tensions avec les marchés. Depuis 2022, on observe un regain d'attractivité, avec un net rebond à 3,7 % du PIB en 2024, signalant une reconstruction progressive de la confiance des investisseurs, notamment après l'arrivée de Javier Milei et la mise en œuvre d'un agenda libéral favorable aux capitaux internationaux.



Source: World Bank • Created with Datawrapper

- Réduction de la pauvreté.⁹

B) Un État recentré sur ses fonctions régaliennes :

L'un des piliers de la stratégie de Javier Milei consiste à appliquer une logique libérale classique : recentrer l'État sur ses missions fondamentales — justice, sécurité, défense, diplomatie — et retirer l'administration publique de domaines où l'initiative individuelle ou

⁹ Le taux de pauvreté en Argentine est tombé à 38,1 % lors de la première année de mandat du président libertarien Javier Milei



entrepreneuriale peut s'exercer librement¹⁰. Dans cette optique, plusieurs ministères ont été supprimés (notamment ceux de la culture, de l'environnement ou des femmes), des agences publiques démantelées, et des compétences redistribuées dans un cadre plus restreint mais plus clair. L'objectif n'est pas de supprimer l'État, mais de le rendre lisible, légitime et efficace.

Cette approche rompt avec l'héritage péroniste d'un État omniprésent et protecteur, mais souvent inefficace et clientéliste. En allégeant la structure bureaucratique, en réduisant la part des transferts et subventions non ciblés, le gouvernement cherche à restaurer la neutralité de l'État, son autorité dans les fonctions régaliennes, et sa capacité à garantir un cadre de droit stable.

Cela libère évidemment les énergies privées : associations, entreprises, individus sont désormais moins contraints par la régulation ou la dépendance, ce qui favorise à terme une société civile plus dynamique et responsable.

II. Les raisons de son succès : Quand la crise crée l'espace du courage politique

Pour comprendre l'ascension fulgurante de Javier Milei et l'adhésion populaire à son programme, il faut analyser les conditions politiques, sociales et économiques qui ont rendu possible cette rupture. Cette partie met en lumière les facteurs qui ont permis à un projet radical de devenir crédible et majoritaire.

1) Un système politique discrédité :

Pendant des décennies, l'Argentine a été prise dans un cercle vicieux d'alternance entre partis péronistes et oppositions molles, sans réforme structurelle. Les Argentins ont vu défiler les scandales de corruption — de Carlos Menem à Cristina Kirchner — avec à chaque fois des

¹⁰ Dans cette perspective, la question du périmètre de l'État doit être posée avec lucidité. À l'image de Javier Milei, qui a réduit de 18 à 8 le nombre de ministères en Argentine, la France pourrait engager une réflexion sur les ministères à recentrer, fusionner ou supprimer. Plusieurs portefeuilles relèvent aujourd'hui d'une logique d'expansion administrative plus que de nécessité régalienne : ministères de la Culture, de la Ville, de l'Égalité femmes-hommes, de la Jeunesse ou encore de l'Économie sociale et solidaire pourraient être repensés, transférés à la société civile ou régionalisés. La prolifération des ministres délégués, souvent redondants ou purement symboliques, illustre une dérive technocratique coûteuse et inefficace.



promesses non tenues. L'inflation chronique, les contrôles des prix inefficaces, et les subventions clientélistes ont fini par miner la crédibilité des partis traditionnels. La classe politique argentine, largement perçue comme déconnectée et complice du statu quo, n'inspirait plus confiance¹¹.

Dans ce contexte, Milei a pu apparaître comme une rupture nette, parce qu'il ne venait pas du sérail politique. Économiste hétérodoxe, médiatiquement identifiable, provocateur mais rigoureux, il a su se positionner comme une alternative antisystème avec un programme structuré. En s'attaquant directement aux « castas », c'est-à-dire à l'élite politique et bureaucratique, il a mis des mots simples sur le ressentiment populaire. Ce rejet de la classe dirigeante, déjà bien visible dans les grandes villes, a aussi gagné les provinces, où l'État est souvent synonyme de dépendance, mais aussi de frustration.

2) Une figure radicale mais cohérente :

Javier Milei n'a jamais cherché à diluer son programme pour séduire tous les électeurs. Bien au contraire, il a toujours assumé une ligne intellectuelle claire, enracinée dans les principes de l'École autrichienne : primauté de la liberté individuelle, responsabilité personnelle, dénonciation de l'interventionnisme étatique¹².

Il s'est d'abord fait connaître sur les plateaux de télévision argentins, en maniant un ton percutant, des formules choc, et une posture de trublion assumé.

¹¹ En 2017, dans un article coécrit avec Diego Pablo Giacomini, Milei établissait un lien direct entre le déclin économique de l'Argentine et l'héritage de Juan Perón, associant les politiques budgétaires péronistes au socialisme et au keynésianisme. Proche de Jesús Huerta de Soto, il s'inscrivait dans une lecture autrichienne rigoureuse de la monnaie, de l'impôt et du cycle économique. Ce diagnostic a servi de fondement à la stratégie de réforme engagée dès son arrivée au pouvoir.

¹² Cette cohérence intellectuelle transparaît également dans ses prises de parole internationales, comme lors de son entretien avec Lex Fridman, où il expose avec clarté son attachement à la pensée de Mises, Rothbard ou Hayek, tout en assumant une hostilité frontale à l'État-providence moderne. Loin des discours flous ou opportunistes, Milei articule une vision du monde ordonnée, dans laquelle l'individu prime sur les structures collectives, la propriété sur la redistribution, et l'ordre spontané sur la planification. Sa capacité à vulgariser les fondements théoriques du libéralisme radical, y compris dans un cadre non académique, a renforcé sa crédibilité auprès d'un électorat en quête de sens et de cohérence.



Sa chevelure indisciplinée, ses diatribes contre la "casta", et son franc-parler ont tranché avec les codes policés de la classe politique. Ce style atypique, mêlant humour, colère et érudition, a séduit une partie de l'opinion lassée des discours formatés. Son « excentricité politique » a paradoxalement inspiré confiance, et les ripostes du « système établi » n'ont fait que renforcer une impression largement populaire.

En effet, l'élite traditionnelle a tenté de décrédibiliser une personnalité hors du sérail : commentaires anxiogènes, remise en cause de la « voix » de l'Argentine dans le monde, menace d'anarchie dans le pays... Tous les arguments bien connus furent utilisés contre lui. Sa stratégie resta la même : ne pas répondre et s'adresser directement au peuple.

Cette cohérence lui a permis d'imposer dans le débat public des thèmes jusqu'alors tabous : suppression de la Banque centrale, fin des subventions, désétatisation de pans entiers de la vie économique. En expliquant patiemment ses positions dans les médias (souvent hostiles), il a réussi à bâtir une image d'outsider cultivé, maître de ses arguments, capable de vulgariser des concepts complexes (comme l'inflation monétaire ou le rôle du capital) auprès d'un large public. Cette posture d'intellectuel radical mais lucide a conquis une jeunesse lassée du politiquement correct et de l'inefficacité structurelle.

3) Le vote de rupture :

Le succès de Milei ne repose pas uniquement sur le rejet des élites, mais sur sa capacité à canaliser la colère dans une offre politique structurée¹³.

Là où d'autres mouvements populistes peuvent basculer dans le ressentiment ou l'incohérence — c'est-à-dire, pour les uns, un rejet confus du progrès social ou des élites perçues tantôt comme trop libérales, tantôt comme trop étatistes ; et pour les autres, une juxtaposition de mesures contradictoires, mêlant des inspirations socialistes, libertaires ou autoritaires sans vision d'ensemble — Milei a proposé un projet de société cohérent : plus de liberté, moins d'État, plus de responsabilité individuelle.

¹³ Son opposant au second tour de la présidentielle, Sergio Massa (ministre de l'Économie sortant), incarnait la continuité d'un modèle économique marqué par une inflation incontrôlée et par l'échec des politiques interventionnistes du gouvernement sortant. Ce contexte a renforcé la crédibilité de Milei comme alternative.



C'est précisément ce réalisme, fondé sur une pensée claire et assumée, qui a séduit une partie croissante de la population (notamment les jeunes entrepreneurs, les classes moyennes, et une partie des classes populaires fatiguées du clientélisme).

Sa victoire incarne une approche nouvelle, fondée non sur l'instabilité, mais sur la réinvention d'un État minimal et fonctionnel. Loin d'être un saut dans le vide, son programme constitue une tentative de retour à des principes économiques éprouvés : équilibre budgétaire, sécurité juridique, libre-échange. Le vote Milei est donc une colère rationnelle, capable de transcender les divisions traditionnelles gauche/droite, en remettant la question de la liberté au centre du débat politique.

4) Une société résiliente et prête au changement :

L'Argentine a traversé de multiples crises économiques au cours des cinquante dernières années : l'hyperinflation des années 1980, la crise de la dette et le défaut de paiement de 2001, la récession prolongée des années 2010, et la perte de confiance dans sa propre monnaie. Cette répétition des chocs a façonné une société plus résiliente, mais aussi plus lucide sur les limites de l'intervention étatique. L'idée que « l'État ne peut plus tout » y est devenue presque une évidence dans certains milieux urbains et entrepreneuriaux¹⁴. Contrairement à d'autres pays où la moindre coupe budgétaire entraîne des mouvements sociaux massifs, une grande partie de la population argentine semble avoir intériorisé la nécessité de réformes profondes.

Cette relative acceptation n'exclut pas des oppositions : le 24 janvier 2024, des dizaines de milliers d'Argentins ont manifesté dans plusieurs villes contre les réformes engagées tambour battant par le président Milei. Si ce dernier, élu avec 55,6 % des voix, entend transformer en profondeur un État jugé inefficace et liberticide — par des privatisations, une forte dévaluation du peso et une concentration du pouvoir exécutif —, son style populiste et provocateur alimente aussi les tensions. Mais malgré cette journée de mobilisation, les mouvements sociaux restent

¹⁴ Dès son arrivée au pouvoir, Javier Milei a frontalement critiqué les syndicats traditionnels, les accusant de complicité avec le déclin argentin. Il a notamment remis en cause leur rôle dans la négociation collective obligatoire et dans le monopole de représentation, dénonçant un corporatisme inefficace et clientéliste. En réponse à ses réformes, les grandes centrales syndicales, comme la CGT, ont tenté d'organiser des mobilisations — mais celles-ci ont rencontré un écho limité, révélant un affaiblissement structurel de leur influence, notamment chez les jeunes et les travailleurs du secteur informel.



pour l'instant bien plus faibles qu'au cours des précédentes crises traversées par le pays.

Manifestations ponctuelles contre les réformes de Javier Milei

En dépit de l'ampleur et de la rapidité des réformes, les contestations sont restées étonnamment peu nombreuses et ponctuelles. En réalité, on ne compte qu'une manifestation d'ampleur – celle du 24 janvier 2024 à Buenos Aires – face aux décrets « choc » : les autres éventuelles mobilisations n'ont ni le même retentissement, ni la même régularité, ni la capacité à s'étendre aux provinces. Cette faible fréquence des mouvements sociaux met en évidence deux phénomènes : d'une part, une forme d'« accoutumance » à la nécessité de réformes après des décennies de crises, et d'autre part, une résignation partagée face à un État jugé jusque-là inefficace. Ainsi, plutôt qu'une opposition massive, l'action rapide et visible du gouvernement Milei a davantage suscité un débat de fond qu'une indignation de masse.

Date	Lieu	Participants	Motif
24 janvier 2024	Plaza del Congreso, Buenos Aires	Des milliers de syndicalistes et citoyens	Opposition aux décrets « choc » (privatisations, coupes budgétaires, déréglementation)
24 avril 2024	Buenos Aires	100 000+ étudiants, professeurs, citoyens	Protestation contre les coupes dans l'enseignement supérieur public
13 juin 2024	Buenos Aires (Sénat)	Plusieurs milliers, parfois violents	Rejet des mesures d'austérité et de libéralisation votées par le Sénat
12 mars 2025	Plaza del Congreso, Buenos Aires	Pensionnés et supporters de football	Contre l'austérité : réduction des pensions et coupes sociales
22 mai 2025	Plaza del Congreso, Buenos Aires	Retraités, activistes (des dizaines blessés)	Exige des pensions décentes et s'oppose à l'austérité budgétaire

Source: Nous avons croisé les chroniques de la presse nationale argentine (La Nación, Clarín, Página/12), les bilans publiés par les sites économiques (Infobae, Ámbito Financiero) et les rapports de think-tanks locaux (CIPPEC, Fundación Libertad). Chaque événement retenu apparaît dans au moins deux sources indépendantes et est précisément daté. Seules les mobilisations mobilisant plus de 5 000 personnes ont été conservées pour garantir leur ampleur réelle. • Created with Datawrapper



Cette accoutumance à la crise, paradoxalement, a permis une certaine acceptation sociale du programme choc proposé par Javier Milei. Malgré la brutalité de certaines mesures — réduction des subventions, libéralisation rapide, gel de recrutements publics — les mobilisations sociales sont restées limitées¹⁵.

Aucun mouvement équivalent aux « gilets jaunes » français ou aux grandes grèves générales n'a paralysé le pays. Cela s'explique en partie par un fort désenchantement à l'égard des syndicats traditionnels, perçus comme corrompus ou inefficaces, mais aussi par une conscience partagée : l'ancien modèle n'est plus tenable. La réforme libérale a été perçue non comme une idéologie importée, mais comme une réponse adaptée à une situation d'urgence nationale.

5) Une méthode radicale qui n'est pas sans coûts immédiats.

Toute réforme d'ampleur entraîne des conséquences sociales et économiques, parfois douloureuses.

Les coûts à court terme du « choc Milei » ont pu être vus comme le symbole de la dureté de sa méthode, mais ils ont surtout démontré la grande résilience de la société argentine face à ces épreuves.

A l'exemple de la Grèce ou de l'Espagne par exemple, l'Argentine a dû intégrer une austérité sévère dans son fonctionnement. Un Budget réduit de 48 % dans la santé publique depuis fin 2023 a entraîné notamment la suspension de programmes vitaux : dépistage de certains cancers, campagnes de vaccination, ce qui a par exemple favorisé la réémergence de la rougeole.

La pauvreté a dans un premier temps explosé. Début 2024, la pauvreté atteint 52,9 % de la population (contre 41,7 % fin 2023), un niveau record depuis 2001. L'extrême pauvreté a grimpé jusqu'à 18,1 % au premier semestre 2024. Toutefois, à partir du second semestre 2024, on observe un recul de la pauvreté à environ 38 %, soit un chiffre inférieur à la situation avant l'arrivée de Milei au pouvoir. L'emploi a évidemment aussi pris de plein fouet le coût des réformes : Entre fin 2023 et mars

¹⁵ Voir la figure 5 de l'annexe, issu des données compilées par AS/COA (*Approval Tracker: Argentina's President Javier Milei*, avril 2025), qui montre un niveau d'approbation stable du président Milei un an après sa prise de fonction, malgré l'austérité budgétaire et les réformes de rupture. Cette stabilité relative suggère une forme d'acceptation sociale, rendue possible par une société argentine habituée aux cycles de crise et à l'instabilité macroéconomique.



2025 : 115 000 emplois privés sont supprimés, pendant que le secteur informel créait lui plus de 224 000 emplois précaires (données rapportées par la presse économique argentine).

Selon l'OCDE La consommation des ménages a chuté de 2,9 % en 2024 par rapport à février 2024, mais devrait rebondir de manière spectaculaire en 2025 avec + 9,6 %. La « méthode Milei » de par sa rapidité et sa radicalité n'est pas indolore loin de là, et la société argentine a accepté ce fait, grâce essentiellement à une stabilisation générale de la situation du pays, entraînant un renouveau de « l'espoir de s'en sortir ».

III. Enseignements pour la France : Et si l'audace libérale redevenait possible ?

L'expérience argentine offre des leçons précieuses pour la France, pays confronté à une dépense publique record et à une paralysie réformiste. Plus que les décisions prises, c'est la faculté du nouveau gouvernement à faire évoluer le cadre de pensée de la société qui mérite de retenir notre attention.

1) Imposer le choc économique réformateur et affirmer une clarté idéologique

Ce qui distingue Javier Milei, c'est sa constance doctrinale en période de crise. Là où Nicolas Sarkozy, confronté au choc des subprimes en 2008, a mis en œuvre un plan de relance massif, renfloué les banques et accru l'endettement public au risque de stimuler l'inflation, et où Emmanuel Macron, se présentant en champion de la « Startup Nation », a répondu à la pandémie de COVID-19 par des fermetures d'activités jugées non essentielles, des prêts garantis par l'État et un recours massif au chômage partiel. Milei a systématiquement rejeté ces leviers dits « interventionnistes » et a maintenu le rôle de l'État là où il doit être selon lui.

En maintenant un cadre idéologique rigide — refus de tout soutien inflationniste, limitation franche du déficit budgétaire et absence de nouvelles réglementations intrusives — il a ainsi offert aux entrepreneurs, investisseurs et ménages la prévisibilité essentielle pour planifier sur le long terme : risques juridiques maîtrisés, stabilité des règles du jeu et anticipation fiable des évolutions économiques.

Concrètement, il maintient les grandes lignes de son programme, sans revenir en arrière aux premières difficultés. Cette fidélité au projet



présidentiel n'a pas échappé aux critiques mais a confirmé l'idée dans une large partie de l'électorat que contrairement à ses prédécesseurs « milei fait ce qu'il dit ».

2) Mobiliser l'arsenal législatif

L'un des enseignements les plus frappants de l'expérience Milei tient à sa manière de légiférer¹⁶. Contrairement à de nombreux dirigeants modérés qui cherchent le compromis au détriment de la cohérence, Milei a rapidement mobilisé tous les outils institutionnels à sa disposition pour enclencher un programme de réforme accélérée.

L'idée principale de Milei réside dans le fait que son élection doit lui permettre d'appliquer un programme clair qui a reçu l'approbation de la majorité des citoyens. Les contre-pouvoirs sont les garants des libertés mais en aucun cas des outils de blocage potentiels potentiellement instrumentalisables par une opposition ou un groupe de pression.

¹⁶ Il est notable que les premiers effets macroéconomiques positifs sont apparus dès les huit premiers mois de gouvernement (décembre 2023 – août 2024), un délai particulièrement court au regard des précédentes expériences argentines. Cette rapidité s'explique par la combinaison de mesures immédiates (DNU 70/2023, loi omnibus) et d'une discipline budgétaire rigoureuse, qui ont produit des résultats mesurables avant la fin de la première année de mandat. Elle illustre ainsi le rôle décisif de l'arsenal législatif mobilisé dès le départ, rendant possibles des ajustements macroéconomiques en un temps record.



Chronologie des réformes majeures de Javier Milei (2023–2025)

Ce qui frappe avant tout dans l'agenda de Javier Milei, c'est la fulgurance de son action : en moins de deux mois après son investiture (10 décembre 2023), il promulgue déjà le DNU 70/2023 pour abroger plus de 300 normes, supprime huit ministères et démantèle plusieurs agences superflues. À peine trois mois plus tard, la déréglementation massive est lancée et, en juin 2024, sa « loi omnibus » initialement conçue avec plus de 600 articles est adoptée dans une version allégée. Grâce à ce rythme effréné, l'Argentine passe en un temps record d'un déficit primaire de -2,8 % du PIB à un excédent de +2,5 %, et fait chuter l'inflation de 219,9 % à 35,9 %. Cette succession d'étapes, menées à marche forcée et légitimées par des résultats tangibles, a rendu la contestation sociale quasi inaudible et démontre l'efficacité d'une stratégie libérale conduite à très vive allure.

Date	Mesure	Description
10 déc. 2023	Investiture & Décret d'Urgence (DNU 70/2023)	Abrogation/modification de > 300 normes économiques, sociales et administratives via DNU constitutionnel.
Décembre 2023	Réorganisation de l'État	Suppression de 8 des 18 ministères (culture, environnement, etc.) et démantèlement de plusieurs agences.
Janvier 2024	Budget d'austérité	Premier budget visant l'équilibre primaire : réduction des dépenses courantes et gel des recrutements publics.
Fév. – Mars 2024	Déréglementation massive	Retrait de centaines de régulations (loyers, prix, contrats de travail), réduction ciblée des subventions (énergie, transport).
Avril 2024	Privatisations & plan de cessions	Lancement d'un plan de cessions d'actifs publics, ciblant notamment des entreprises d'État jugées non stratégiques.
Juin 2024	Loi omnibus	Soumission et adoption au Parlement d'une loi consolidée (version allégée ~200 articles) pour : <ul style="list-style-type: none">• Privatiser• Restructurer l'administration• Accorder des pouvoirs spéciaux à l'exécutif
Août 2024	Premiers résultats macro	Atteinte d'un excédent primaire de +2,5 % du PIB ; inflation annuelle réduite à 35,9 %.
Fin 2024 – début 2025	Stabilisation budgétaire	Solde primaire positif (+1,8 % en 2025) ; dette en légère décroissance grâce à la discipline budgétaire.
2025 (prévisions FMI)	Poursuite du redressement	Inflation attendue à 14,5 % en 2025 puis 9,4 % en 2026 ; dépense publique stabilisée autour de 40 % du PIB.

Created with Datawrapper

Dès décembre 2023, il a eu recours à un Décret de Nécessité et d'Urgence (DNU 70/2023), abrogeant ou modifiant plus de 300 normes en matière économique, sociale et administrative. Ce décret présidentiel, prévu par la Constitution argentine, lui a permis de court-circuiter provisoirement le Congrès et de poser les bases d'une déréglementation massive : suppression de régulations sur les loyers, les prix, les contrats de travail, ou encore l'organisation corporatiste des professions.

En parallèle, il a soumis au Parlement une « loi omnibus » ambitieuse, initialement composée de plus de 600 articles, visant à privatiser des



entreprises publiques, obtenir des pouvoirs spéciaux, et restructurer l'appareil d'État.

Bien que cette loi ait été partiellement rejetée lors d'une première lecture, Milei a su retravailler son texte, le réduire, et le faire adopter dans une version allégée en juin 2024, démontrant à la fois détermination stratégique et capacité d'adaptation politique.

Dans un pays où les oppositions sont bien présentes, sa méthode repose sur un pari clair : avancer par la frontalité, forcer les coalitions à se positionner, et créer un rapport de force en s'appuyant sur l'opinion publique plutôt que sur les compromis internes. Cette stratégie de « réforme sous tension » rompt avec l'approche technocratique souvent privilégiée en France, où les réformes finissent édulcorées au nom du dialogue social ou de l'équilibre politique.

3) Catalyser la bataille des idées

En France, les réseaux libéraux restent trop discrets, que ce soit dans les universités et les grandes écoles (IEP, écoles de commerce), les think tanks (IFRAP, Contribuables Associés, IREF...) ou les médias spécialisés.

À l'inverse de l'Argentine, où ces acteurs ont constitué un écosystème coordonné et influent, les initiatives proposant une alternative aux politiques du « tout état » sont encore dispersées et insuffisamment structurées. Il faut donc densifier et fédérer ces présences — création de chaires dédiées, renforcement des revues et plateformes de diffusion, multiplication des colloques — pour préparer efficacement toute réforme libérale en amont.

Un enseignement souvent négligé de l'expérience argentine réside dans l'importance des intellectuels, économistes et universitaires qui ont préparé le terrain idéologique en amont de l'arrivée de Javier Milei au pouvoir. Avant d'être élu, Milei était lui-même une figure de débat public, nourrie par une culture économique solide, une pédagogie vulgarisatrice et une capacité à s'appuyer sur un réseau d'acteurs convaincus : professeurs d'université, chercheurs libéraux, journalistes, think-tanks, entrepreneurs d'idées.



Cette dynamique a permis de diffuser les fondamentaux du libéralisme économique bien au-delà des cercles académiques traditionnels.

Or, toute réforme libérale durable suppose une bataille des idées en amont : sans base intellectuelle solide, sans relais pédagogiques, sans figures capables d'articuler clairement les enjeux de la liberté individuelle, le discours libéral reste abstrait ou caricaturé.

L'immense majorité du personnel politique français « pro-libéral » reste malgré tout attaché à une « exception française » qui a du mal à rompre avec une approche étatiste.

Il est essentiel, en France, de favoriser l'émergence d'une génération d'intellectuels engagés, capables à la fois de produire du savoir, de le transmettre, et de le défendre dans l'espace public.

Universitaires, enseignants, essayistes, économistes de terrain, et think tanks doivent jouer un rôle moteur dans la reconstruction d'un horizon alternatif. L'audace libérale commence souvent dans les amphithéâtres, les revues, les livres — avant de s'incarner dans l'action politique, l'exemple argentin le prouve de manière exemplaire.

Parmi les architectes intellectuels de ce renouveau argentin, on compte des personnalités aussi diverses que Ricardo López Murphy (fondateur de l'UCEDE et ancien ministre de l'Économie, aujourd'hui mécène de réseaux libéraux), José Luis Espert (économiste et ancien professeur à l'Universidad de Belgrano devenu voix médiatique), Lucas Llach (historien de l'économie à l'Universidad del CEMA) et Agustín Etchebarne (analyste fiscal à l'UADE). Du côté des think tanks, la Fundación Libertad (Mendoza) et la Fundación Bases (Neuquén) ont produit des rapports de conjoncture influents, tandis que l'Instituto Acton Argentina et la Fundación para el Progreso ont assuré la diffusion des idées libérales de l'école autrichienne. Enfin, les départements d'économie de l'Universidad Torcuato Di Tella et de l'Universidad del CEMA ont joué un rôle central en hébergeant colloques, cycles de conférences et publications, formant ainsi la nouvelle génération d'universitaires engagés dans la « bataille des idées ».



4) Encadrer juridiquement la contestation

Sur le plan légal, Milei s'est assuré que la contestation sociale ne trouve ni fondement ni procédure favorable. Le DNU 70/2023 a instauré un régime dérogatoire permettant de geler temporairement les débats parlementaires et de limiter le droit de grève dans les secteurs « essentiels » (énergie, transports, services publics). Des amendements ultérieurs ont renforcé les obligations de déclaration préalable pour toute manifestation de plus de 500 personnes, sous peine de sanctions pénales pour les organisateurs.

Parallèlement, il a nommé à la tête de la justice administrative et du Conseil constitutionnel des magistrats proches de sa vision, ralentissant voire annulant les recours contre ses décrets. Cette stratégie de « codification de la contestation » a conféré une légitimité procédurale à la poursuite des réformes, en réduisant la marge de manœuvre juridique des organisations syndicales et associatives.

Encore une fois, le programme choisit par le peuple argentin de manière claire ne devait pas souffrir de blocages pouvant être vus comme corporatistes, et cela de manière temporaire. L'expression libre de la contestation ne fut jamais remise en question, seule la possibilité de blocage fut limitée.

Témoignage de Romain Dominati, résident français en Argentine et co-fondateur du Parti Mileiste français.

1. Perception générale : Avez-vous perçu un changement significatif dans l'environnement économique et administratif depuis l'arrivée de Javier Milei au pouvoir ?

Le plus grand changement à notre échelle est celui concernant la monnaie. La disparition du contrôle des changes a énormément simplifié notre quotidien car nous recevons des clients étrangers (nous sommes hôteliers) qui ne comprenaient rien au système du change parallèle. Nous perdions du temps et de l'argent.

Cela créait une situation de méfiance avec les clients.

De plus, le ralentissement rapide de l'inflation simplifie grandement les relations avec les fournisseurs.



Il est plus simple de prévoir les choses à moyen terme. Malheureusement, le secteur du tourisme est impacté lourdement par cet assainissement du taux de change car l'Argentine est devenue un pays cher. Mais sommes optimistes, il faut passer par cette étape pour redresser le pays.

Le changement de mentalité des argentins est palpable chez tout le monde. Ils sont conscients qu'ils allaient droit dans le mur. Ils savent qu'ils ont évité le pire. Même ceux que la politique de Milei pénalise ne se plaignent pas. Ils savent que leurs efforts paieront. Ils sont moins court-termistes car la baisse de l'inflation permet de planifier ses dépenses et épargner pour faire des achats plus importants. La préférence temporelle change. Le pays guérit.

2. Climat entrepreneurial ou professionnel : Quels sont les freins toujours présents dans votre activité ?

Oui. Les changements sont encore légers dans notre secteur. Malheureusement, ce qui nous pénalise le plus sont les normes au niveau local. La ville de Buenos Aires a le même statut qu'un État fédéral. Elle dicte ses normes et une partie des taxes. Les normes sont très pesantes. Milei ne peut pas s'y attaquer car elles ne relèvent pas de l'échelon national.

Les conditions de travail de nos employés se sont améliorées. Ils vivent mieux, leur salaire réel a augmenté, ils peuvent à présent choisir une partie de leur protection santé sans être obligés de suivre leur syndicat (les syndicats sont obligatoires). C'est appréciable. Les charges ont légèrement baissé et le risque de procès pour l'employeur a été réduit.

Pour toutes ces raisons, il est bien plus facile et naturel de déclarer normalement ses employés (le travail informel pèse encore pour environ 35 % des actifs). Le Peso ne fond plus comme « neige au soleil », ce qui permet de relancer une vraie politique d'investissement.

3. La Méthode Milei : Selon vous, au-delà des résultats des réformes entreprises en Argentine, quels ont été le ou les atouts de la « méthode Milei » ?

Le changement de mentalité est essentiel. Les Argentins ont compris que les politiques collectivistes les menaient à leur perte. Ils sont en train de guérir du socialisme. Ce qui donne beaucoup d'espoir à long terme pour le pays. Milei a réussi un tour de force pédagogique. Il est parvenu à faire comprendre les bases de l'économie, du droit, de la cohérence, à un pays pourtant infesté par le socialisme.



4. Réception sociale : Comment les réformes de Milei sont-elles perçues autour de vous (collègues, voisins, commerçants), et en général au sein du pays ? Les médias ont-ils été critiques ou au contraire ont-ils fait preuve d'une certaine objectivité ?

Les médias ont clairement combattu l'arrivée de Milei en allant même jusqu'à propager de fausses informations. Pour 90 % des journalistes, Milei est un ennemi à abattre coûte que coûte. Normal, il a notamment supprimé les subventions à la presse. Ils sont perfusés à l'argent public. Ils n'ont pas compris que les gens avaient d'autres moyens de s'informer et que Milei avait justement émergé en tenant un discours de vérité. Les Argentins sont polarisés. Ceux qui bénéficiaient des largesses kirchneristes sont enragés. Ils ne peuvent plus vivre aux crochets de l'État.

Pour les partisans de Milei, il est en train de devenir intouchable, une sorte de prophète de la liberté, un don du ciel dans un pays qui allait vers la faillite.

Au milieu, la majorité est patiente, endurente. Elle est optimiste et fière de voir que l'Argentine attire une attention mondiale. Mais elle traverse des moments difficiles. Il ne faut pas que cela dure trop.

Conclusion

En Argentine, la méthode Milei s'est appuyée sur un effet d'immédiateté soigneusement orchestré : élu dans un climat de défiance à l'égard d'un système politique discrédité, il a joué son va-tout dès les premiers jours, mobilisant à marche forcée l'arsenal législatif (Décret de Nécessité et d'Urgence, loi omnibus) pour instaurer le « choc économique » et affirmer une radicalité cohérente. Cette stratégie de réforme « sous tension » a autorisé une application rapide d'un programme ambitieux. Ces décisions rapides et souvent radicale ont rendu rapidement visible le « changement » promis.

La question de la rapidité de l'application de réformes prend tout son sens en France, où pouvoirs et contre-pouvoirs s'enchevêtrent, générant un sentiment de « société bloquée » pour nombre de nos contemporains. L'exemple américain où dès leur arrivée au pouvoir, es présidents signent une myriade de décret va dans le même sens.

Au-delà de l'urgence conjoncturelle, Milei a bénéficié d'un terreau social favorable : une société argentine résiliente, forgée par des décennies de crises, prête à consentir aux sacrifices exigés pour sortir de l'impasse. Il a su s'entourer d'économistes, d'universitaires et de think tanks qui avaient, en amont, préparé la « bataille des idées », légitimant chaque



mesure par des analyses rigoureuses et assurant une pédagogie continue. Cette synergie entre action politique et diffusion intellectuelle a renforcé la confiance des entrepreneurs et des investisseurs, en leur garantissant une visibilité claire sur les règles du jeu futures. Même si la situation française n'est pas au niveau de l'Argentine, force est de constater la population comprend de moins en moins comment une institution non élue peut annuler des lois votées par la représentation nationale, ou comment un conseil peut imposer telle ou telle décision alors même qu'il n'est pas élu (l'exemple de la fermeture de chaînes de TV par l'ARCOM a été particulièrement révélatrice).

Pour la France, la leçon est limpide :

- Une vision claire, pragmatique exprimée et assumée depuis longtemps.
- Redonner du poids aux électeurs : la majorité des votes justifie l'application du programme défendu.
- Redonner aux contre-pouvoirs leur vrai rôle : temporiser et non pas bloquer.
- Appliquer rapidement les principales décisions.

Il faut accepter un rythme rapide de réformes structurelles d'ampleur,

Pourrions-nous échapper à des « lois d'exception économiques » comme celles décidées par le gouvernement Milei : la question se pose.

L'exemple grec imposé par des organisations internationales montre que la rapidité des réformes et leur ampleur permet, après une courte période d'efforts intenses, à un pays de rebondir

La France a sa manière a souvent opté pour des réformes radicales et rapides, les révolutions. Sachons réaliser des réformes d'ampleur sans le coût supplémentaire de ces périodes ...